



Défendons nos services publics !

Ne laissons pas privatiser la République !

Réunion publique

Mercredi 5 juin 2019 à 18 heures

**Salle de l'abbé Prévost — 119 rue de l'abbé Prévost (Quartier de la Glacière) à Clermont-Fd
Avec Christian GROLIER, Secrétaire Général de la Fédération FORCE OUVRIERE Fonction Publique**

Le gouvernement, s'inscrivant dans les injonctions de la Commission européenne et répondant aux demandes du patronat, poursuit, en les aggravant, les politiques menées plusieurs années en matière de destruction des services publics : suppression d'emplois, fermetures de services, transferts au privé, réforme de la fonction publique... tous les services publics sont attaqués et à la fin ce sont les droits des citoyens et l'égalité républicaine qui sont remis en cause !

Pour FORCE OUVRIERE, il faut bloquer cette politique ! En tenant des réunions publiques dans toute la France, FO appelle à la mobilisation pour organiser la résistance aux projets du gouvernement !

Obtenir des papiers d'identité : un véritable parcours du combattant !

Précédemment, chacun pouvait obtenir des papiers d'identité en s'adressant à la mairie de sa commune... Aujourd'hui, cette simple démarche administrative est devenue un véritable parcours du combattant : seules 22 mairies dans le Puy de Dôme peuvent délivrer des CNI ou des passeports...

Aux difficultés liés aux déplacements s'ajoutent des délais de plusieurs mois pour obtenir ses papiers ! Pour réduire les demandes, certaines mairies refusent de renouveler des CNI s'il n'est pas prouvé que le demandeur doit se déplacer dans un pays étranger où une CNI en cours de validité est exigée !

Avec la politique du gouvernement, nous serons bientôt tous des sans papiers !

Finances publiques : la grande saignée !

Les services des finances publiques connaissent une véritable saignée : dans le Puy de Dôme, plus de 1200 agents en 2010, moins de 850 aujourd'hui...

Résultats : des usagers et des collectivités qui sont éloignés de ce service public ! Ainsi, autrefois on pouvait s'adresser facilement auprès des agents des Finances publiques pour un renseignement (par exemple pour sa déclaration de revenus ou pour une succession... aujourd'hui, on propose ce service pour 29 € auprès de la Poste, voire on suggère même de s'adresser à un expert comptable (à quel prix ???)

Education Nationale : la contre-réforme permanente...

C'est peu dire que l'Education nationale a été la cible de toute une série de contre-réforme dont le véritable objectif, derrière un vocabulaire pseudo pédagogique, est de fermer des établissements scolaires, de supprimer des postes, de pulvériser les connaissances et de remettre en cause les diplômes qui permettront aux jeunes de trouver un emploi.

Les listes électorales menacées de privatisation !

Hier gérées par l'INSEE (elle-même menacée de démantèlement : l'établissement de Chamalières est passée de 120 agents à une soixantaine en quelques années !), la gestion des listes électorales est transférée sur décision gouvernementale aux mairies lesquelles, déjà victimes des restrictions budgétaires, se voient imposer une nouvelle mission sans bénéficier de moyens supplémentaires... Plusieurs mairies ont déjà indiqué qu'elles préféreraient passer des sous-traitants privés...

A terme, c'est la privatisation de nos droits de citoyens !

La sécurité des citoyens : un sujet éloigné des préoccupations gouvernementales !

Alors que le gouvernement nous rabat les oreilles avec sa politique de sécurité tout en dérivant dans une politique de répression contre les manifestations et les droits démocratiques, il mène aussi dans la police une politique de restriction budgétaire et de fermetures de services...

Ainsi dans le Puy de Dôme, après la fermeture des commissariats de Thiers et d'Issoire, ceux de Gerzat et Cournon sont menacés...

Au rebours d'une police de proximité, tous les postes de police de Clermont et de l'agglomération ont été supprimés !

Pour la police nationale, la politique du gouvernement, c'est comme pour tous les services publics : le voleur qui crie au voleur !

Après la réforme du collège, celle du lycée, Parcoursup..., le gouvernement s'attaque au 1er degré avec sa loi dite « école de la Confiance » : fusions d'écoles avec des collèges, fermetures des écoles en milieu rural, disparition programmée de la maternelle au profit de structures d'accueil publiques ou privées, utilisation de CDD sans concours ni concours, fin de l'accompagnement individualisé pour les élèves en situation de handicap, fermetures des structures spécialisés (ITEP, IME...)...

Hôpitaux publics : la santé en péril !

Comme pour tous les autres services publics, les hôpitaux ne sont pas épargnés par la politique austérioritaire qui se caractérise par une succession de réformes dont l'objectif est la suppression d'emplois, la fermeture de services et d'établissements et le transfert au secteur privé...

Alors que nous avons connu dans le Puy de Dôme les fermetures

de maternité à Ambert et Riom, les EHPAD sont maintenant attaqués : la disparition de l'EHPAD de Tauves est annoncée et le démantèlement de l'Hôpital de Riom se poursuit avec le transfert de l'EHPAD soit au secteur privé, soit aux collectivités territoriales !

Tous les hôpitaux sont asphyxiés financièrement et sont soumis à des contraintes pour revenir à l'équilibre budgétaire qui conduisent à une détérioration dramatique des conditions de travail pour tous les agents !

Notre-Dame-de-Paris : un monument historique victime du désengagement de l'Etat ou quand les économies de bout de chandelles conduisent à des incendies !

L'incendie de la cathédrale de Paris a provoqué une vive émotion que le gouvernement a cherché à exploiter : appel à la solidarité et à l'union nationale, déclarations volontaristes...

Pourtant l'affliction gouvernementale ressemble davantage à des larmes de crocodile et cache la réalité de la politique austérioritaire qui touche aussi la culture et le patrimoine.

Cet édifice est classé monument historique et relève des compétences du Ministère de la Culture pour tout ce qui relève du bâtimentaire. Depuis plusieurs années, tous les rapports effectués par le CNRS (autre service public menacé !) se concluaient par la nécessité d'effectuer urgemment des travaux de mise aux normes et de sécurité en particulier pour la toiture et la charpente... Tous ces

rapports sont restés lettre morte du fait des restrictions budgétaires et le ministère a confié la surveillance incendie et la sécurité à une société privée : là où il aurait fallu plusieurs agents se relayant 24h/24h, il n'y avait qu'une seule personne présente sur une partie de la journée et en début de soirée !

Plus grave : on apprend que la plupart des édifices classés monuments historiques sont exposés aux mêmes risques pour les mêmes raisons d'économies budgétaires !

En tout cas, pour la cathédrale de Paris, on connaît le nom de l'incendiaire : la politique de rigueur et de restriction des dépenses publiques !

Un plan social dans la Fonction publique

MACRON l'avait annoncé : la suppression de 120 000 emplois de fonctionnaire. Et le gouvernement au travers de ses contre-réformes veut mettre en œuvre cet objectif.

Pour le gouvernement, la prétendue lutte contre le chômage, en particulier celui des jeunes, commence par la suppression de dizaines de milliers d'emplois ! Les conséquences sont prévisibles : nouvelles dégradations des conditions de travail pour tous les agents et réduction d'accès aux services publics pour tous les citoyens

Les retraites menacées

Le délire libéral de MACRON l'amène à vouloir imposer une nouvelle réforme des retraites avec la mise en place d'un système unique par points...

Les conséquences d'un tel système sont connues : disparition de tous les régimes existants (dont le codes des pensions civiles et militaires et la CNRACL) et remplacement du système de solidarité intergénérationnelle par l'individualisation, calcul de la pension sur toute la vie de travail, recul de l'âge de la retraite, baisse des pensions...

Un tel projet est totalement inacceptable !

Le projet DUSSOPT de transformation de la Fonction Publique :

Les garanties et les droits des fonctionnaires pulvérisés, la Fonction Publique ouverte à la privatisation !

En s'attaquant à la Fonction publique, le gouvernement se projette sur la privatisation des services publics : avec le recours à des CDD de 6 ans pour toutes les catégories d'emplois, il aggrave la précarité et la flexibilité tout en piétinant le statut des fonctionnaires...

Alors qu'il prétend se soucier des services publics, le gouvernement annonce la mise en place des « Maisons France Service » dans chaque canton... mais d'emblée il prévoit la possibilité de concéder ces maisons France Service au secteur privé !

Enfin de peur de la contestation chez les agents de la Fonction publique et pour imposer son projet sur la transformation de la Fonction publique (que toutes les fédérations syndicales ont rejeté), à l'instar de ce qu'il s'est passé dans le privé avec la loi EL KHOMRI et les ordonnances Macron, il réduit les droits des fonctionnaires dans les instances consultatives où sont représentés les agents au-travers de leurs syndicats ...

Evidemment, il n'y a rien de prévu pour les salaires des fonctionnaires bloqués depuis 2010 et dont le pouvoir d'achat diminue !

Depuis plusieurs semaines, les personnels de la Fonction publique se mobilisent contre tous ces projets destructeurs avec leurs syndicats en tenant des AG, en organisant des grèves, comme dans l'Education nationale ou dans les hôpitaux. Dans l'opinion publique un fort courant s'exprime pour la défense des services publics (comme le montre en particulier le mouvement des Gilets jaunes)

FORCE OUVRIERE est à l'initiative contre toutes ces mesures et organise la mobilisation et la résistance !

Pour la défense de nos services publics, FORCE OUVRIERE organise une

Réunion publique

Mercredi 5 juin 2019 à 18 heures

Salle de l'abbé Prévost — 119 rue de l'abbé Prévost (Quartier de la Glacière) à Clermont-Fd